

# REGARDER LA TERREUR EN FACE

› **Alain Chouet**

**L**a dissuasion nucléaire, la construction européenne et le pacte atlantique ont mis l'Union européenne à l'abri de la guerre sur son sol depuis soixante-dix ans. Trois générations ont maintenant bénéficié de cette période de paix sans précédent et notre perception collective des conflits armés s'en est trouvée profondément modifiée. Elle l'est d'autant plus que la chute du bloc de l'Est a conféré à nos yeux le monopole de la violence militaire légitime à l'hyperpuissance américaine et à ses alliés de l'Otan, au nom de la défense et de la promotion des valeurs communes partagées en Occident.

Toute initiative armée, la menace d'y recourir ou même sa simple évocation, dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans le cadre de ce monopole, est ressentie par nos opinions publiques comme illégitime, barbare, assimilable au terrorisme et produite par un « axe du mal ». Cette forme de ressenti est corroborée par le fait que toute entreprise armée entrant en confrontation avec la puissance de l'Occident et ses alliés se trouve mécaniquement contrainte à mettre en œuvre des stratégies du faible au fort dont la sauvagerie médiatisée et les violences disproportionnées sont des éléments de base.

C'est ainsi que l'étiquette « terroriste » est appliquée indistinctement aux mouvements subversifs violents se réclamant du salafisme, aux irrédentistes touaregs au Mali, corses en France ou russes en Ukraine, au régime cubain, aux militants du Hamas à Gaza et du Hezbollah au Liban, aux « passeurs » d'immigrés clandestins en Méditerranée, aux tueurs isolés en Occident mais seulement s'ils sont musulmans... Ainsi les frères Kouachi sont des terroristes tandis qu'Anders Breivik est un fou...

Il ne s'agit pas ici de discuter la légitimité ou l'illégitimité des uns et des autres de recourir à la violence mais de constater que les considérer sans nuance ni discrimination ne permet pas de se protéger de ces différents phénomènes ou de lutter contre eux, sauf à s'engager dans une inepte « guerre globale contre la terreur » comme l'a fait l'administration néoconservatrice américaine avec les résultats désastreux que l'on sait. Car on ne fait pas la guerre à un concept aussi vague que la « terreur ». On lutte contre des personnes en nombre limité qu'il faut identifier avec précision et dont il faut connaître les moyens, les méthodes et les motivations. La confusion entre la guerre et la lutte antiterroriste conduit inévitablement à l'extension et à l'aggravation du risque car dans cette confusion on ne considère pas l'ennemi tel qu'il est mais tel qu'on voudrait qu'il soit. On ne le combat pas pour ce qu'il a fait mais pour ce qu'on croit qu'il est.

Au lendemain du 11 septembre, George W. Bush s'est écrié au cours d'une réunion publique : « Mais pourquoi nous haïssent-ils tant ? » C'était la bonne question. Elle a été balayée d'un revers de main par toute la technostructure américaine au profit d'une autre : « Comment ont-ils fait ? » Question sans grand intérêt et finalement perverse car, comme il y a peu de chance que l'exploit soit réédité de la même façon, il faut alors envisager toutes les formes d'attaques possibles et donc multiplier à l'infini les mesures de précaution, de contrainte et de surveillance à l'égard de la planète entière. Autant de réactions qui sont précisément celles recherchées par les acteurs de la violence terroriste.

Ancien chef du service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Alain Chouet est notamment l'auteur d'*Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers. Entretiens avec Jean Guisnel* (La Découverte, 2013).

› <http://alain.chouet.free.fr>

En effet, le terrorisme est une arme de guerre. Il vise à terroriser. Ce n'est pas une lapalissade. Le but du terrorisme est de sidérer un adversaire beaucoup plus puissant et de l'amener soit à se rendre sans combattre, soit à mettre en œuvre des ripostes inadéquates, disproportionnées, qui ne font qu'aggraver la situation. Dans une démocratie, où les décisions ne peuvent qu'être le fruit d'un certain consensus, il est vital que la réaction des responsables politiques, des médias et des relais d'opinion ne fasse pas le jeu des terroristes en amplifiant les phénomènes de sidération par l'étalage complaisant et rarement désintéressé de l'horreur, mais qu'ils contribuent au contraire à un nécessaire réflexe collectif de dignité, de solidarité et de vigilance. Faire de la surenchère à la dévastation, en décliner les images en boucle, traiter le phénomène sur le mode émotionnel ou compassionnel, c'est faire le jeu des terroristes.

La France contemporaine a connu trois grandes vagues de terrorisme. La première, dans les années soixante-dix, s'articulait autour de groupuscules gauchistes d'Europe, du Proche-Orient et d'Amérique du Sud. Elle était liée aux manœuvres de diversion inhérentes à la guerre froide et largement entretenue par les services de l'Union soviétique et des pays satellites. La deuxième, dans les années quatre-vingt, était le produit direct de terrorismes d'État mis en œuvre par les services spéciaux de l'Iran, de la Libye et de la Syrie qui avaient fait de la violence terroriste une arme ordinaire de leurs relations internationales avant d'y renoncer progressivement après en avoir tiré tous les bénéfices. La troisième, dans les années quatre-vingt-dix, était étroitement corrélée aux vicissitudes de la vie publique en Algérie et aux prétentions françaises de s'en mêler.

Et pendant que la France se débattait avec cette contradiction qui lui était propre, se développait à l'échelon mondial une nouvelle vague de violence politique liée aux errements de la politique occidentale de *containment* de l'Union soviétique puis de l'Iran par l'utilisation de mercenaires fondamentalistes djihadistes, transformés au fil des ans en « grandes compagnies » autonomes poursuivant leurs propres objectifs d'enrichissement, de prestige et de pouvoir.

Nous n'avons jamais tiré les leçons de ces différents épisodes, de leurs causes, des motivations de leurs auteurs, de leurs moyens et méthodes. Nos gouvernements successifs continuent de considérer tout acte terroriste comme une affreuse divine surprise et tous les épisodes terroristes se terminent de la même façon, selon les politiques et les médias :

- les auteurs de l'action violente étaient parfaitement connus de nos services ;
- c'est donc une faillite de nos services de justice, de police et de renseignement ;
- nous prenons immédiatement toutes les mesures nécessaires et cela ne se reproduira plus jamais...

## **Comprendre le terrorisme**

Mais personne ne s'interroge sur la réalité du phénomène et sa signification. Car un poseur de bombe est d'abord un poseur de questions. Alors avant de comprendre la terreur, il faut comprendre le terroriste. Et là, on retrouve un problème de verbalisation. C'est ainsi qu'en créant le vide juridique lié à l'improbable statut d'« ennemi combattant », qui ne satisfait ni aux lois de la guerre ni à celles du maintien de la paix civile, les États-Unis ont renié leurs propres valeurs et multiplié à Guantanamo, à Abou-Ghraïb, dans des « prisons secrètes » sur leur territoire et ceux de leurs alliés les situations inextricables et les atteintes aux droits les plus élémentaires, suscitant partout la haine, le rejet et un désir de vengeance évidemment exploité par les pires idéologues du « conflit des civilisations ».

En 2002, le renversement du régime taliban par des moyens militaires était légitime et justifié. Le régime de Kaboul était un pouvoir d'État qui accordait asile et soutien à une organisation terroriste qui avait durement frappé les États-Unis. Cela dit, après l'anéantissement du noyau opérationnel d'al-Qaïda et l'éviction des talibans, il aurait été avisé d'en rester là, quitte à revenir autant de fois qu'il fallait pour éviter toute « rechute » de collusion entre le pouvoir local et le terrorisme

international, qui n'a jamais compté un seul Afghan dans ses rangs. Vécue comme une intrusion étrangère illégitime par tout un peuple jaloux de son indépendance, l'occupation militaire du pays pendant douze ans n'a aucunement contribué à juguler le terrorisme, qui est allé s'exercer ailleurs, ni à instaurer un pouvoir efficace et respectable dans le pays où l'on pressent déjà le retour politique des fondamentalistes sur les ruines du régime fantoche adoubé par l'Otan. Sans revenir sur le cas de la seconde guerre d'Irak caricaturalement déclenchée sur la base de mensonges concernant la collusion du régime local avec le terrorisme, ses conséquences invitent à réfléchir sur les différences fondamentales qui existent entre les affrontements armés et la défense contre la criminalité terroriste.

Al-Qaida était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident et ses alliés locaux aux occupants soviétiques en Afghanistan. Le mouvement de Ben Laden était un groupe restreint ayant une stratégie globale déterritorialisée d'opposition à l'Amérique et ses alliés qui avaient abandonné les moudjahidin, mais n'avait pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificiels, introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance.

Le groupe État islamique est au contraire une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des matériels lourds, des uniformes, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité, dont ils entendent bien s'approprier le contrôle territorial pour s'y installer durablement. De fait, la seule véritable filiation d'al-Qaida se retrouve actuellement dans quelques groupes restreints dans le sud du Yémen et en Syrie. Ailleurs, Boko Haram, les chebab somaliens, les talibans afghans et pakistanais, al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) ou le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État islamique. Ils ont entrepris des opérations de gué-

rilla ou de guerre quasi conventionnelle de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et contre leurs alliés extérieurs venus en renfort.

Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent jusqu'à une date récente n'avoir eu ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales. Ainsi les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali sont à ce jour restées sans effet. De même, si l'organisation État islamique ou les scories d'al-Qaida saluent avec enthousiasme les initiatives des tueurs isolés en Occident, ils n'en étaient jusqu'en 2015 ni les initiateurs ni les prescripteurs.

Le problème terroriste n'est pas évacué pour autant. On l'a vu le 13 novembre 2015. Il se pose avec acuité aussi bien en cas de défaite que de victoire de ces groupes sur le terrain. L'organisation de Ben Laden était le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaida a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1990, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré. Le recul actuel des armées djihadistes de l'État islamique produit inéluctablement les mêmes effets. Comme al-Qaida dans la période 1998-2001, le groupe État islamique, qui perd pied militairement sur le terrain, a commencé à opérer sa transition d'une violence militarisée et territorialisée vers une violence terroriste déterritorialisée pour conserver sa crédibilité, son influence et ses soutiens idéologiques et financiers. Cette transition s'est récemment matérialisée par une séquence terroriste qui a frappé un avion russe dans le Sinaï, le fief central du Hezbollah à Beyrouth, des fiefs chiites de Bagdad et enfin des cibles hautement symboliques en plein Paris. Et l'État islamique trouvera sans trop de peine parmi la vingtaine de millions de musulmans résidant en Europe ou parmi les volontaires européens passés par ses rangs, les quelques dizaines d'individus susceptibles, comme Mehdi Nemmouche, les frères Kouachi ou le gang d'Abaaoud, d'y semer la mort et la dévastation.

Mais une victoire de ces groupes ne serait pas davantage garante d'apaisement. Bénéficiant d'une implantation solide dans des « zones grises », installés dans une économie de rente par la prédation qu'ils exercent sur les populations et les ressources locales, ils ne pourront se

maintenir que par une fuite en avant permanente, une extension de leur zone de contrôle, des offensives sans cesse renouvelées, tout en tentant de se mettre à l'abri des ripostes extérieures par des pressions politiques et terroristes, au premier rang desquelles figurera la recherche incessante d'une rupture et de l'affrontement violent en Occident entre les communautés musulmanes et le reste de la population.

Si les mouvements salafistes violents se montrent aussi actifs et habiles sur Internet et les réseaux sociaux pour séduire des sympathisants au sein des communautés émigrées en Occident, leur objectif premier n'est pas d'y recruter des combattants mais d'abord de dresser un mur d'incompréhension et de haine entre communautés, de semer le trouble et le désordre en vue de dissuader les sociétés occidentales d'intervenir militairement contre eux ou de soutenir les régimes en place qui leur résistent. Les milices de l'État islamique, de Boko Haram, des chebab somaliens ou d'Aqmi disposent de suffisamment de volontaires aguerris et rompus aux rigueurs du terrain pour ne pas avoir besoin de s'encombrer de recrues inexpérimentées et inadaptées aux contraintes locales. Leur stratégie de séduction est strictement conforme à celle de la confrérie des Frères musulmans qui, depuis les années cinquante et suivant les préconisations de son théoricien de la subversion armée, Sayyid Qutb, a fait de la violence politique exercée contre les régimes en place et leurs alliés occidentaux un moyen privilégié d'accès à un pouvoir dont ils cherchent à s'emparer par tous les moyens depuis les années trente. Le temps, la clandestinité et l'exil auxquels ils ont été souvent contraints, les répressions qu'ils ont subies ont développé chez eux un réel talent pour le discours populiste et démagogique, pour les surenchères au fondamentalisme religieux et à la haine des autres, pour l'exploitation de toutes les failles culturelles, juridiques, politiques et sociales des sociétés qui les accueillent.

De fait, la synergie entre les intérêts de légitimation politique des monarchies wahhabites et la stratégie de conquête du pouvoir par les Frères musulmans constitue la matrice de la violence djihadiste. La propagande salafiste jointe au double langage des Frères musulmans a toutes les chances d'atteindre ses objectifs si les pays occidentaux n'ont à leur opposer que l'ignorance, la mollesse des concessions perma-

nentes, des arrangements raisonnables et des coups de canif dans nos contrats sociaux qui sont autant de capitulations en rase campagne face à la barbarie.

Il existe sans doute en Occident quelques centaines de jeunes gens *borderline*, en perte de repères familiaux, culturels et sociaux, prêts à passer à la violence aveugle au hasard d'une situation tendue, de rencontres malheureuses dans leur vie personnelle ou sur les réseaux sociaux. Ce type de dérive est à l'évidence d'une extrême gravité et requiert toute l'attention de nos sociétés et des mesures strictes de prévention et de répression. Cependant, il relève beaucoup plus de nos problématiques éducatives, culturelles, sécuritaires, politiques et sociales internes que d'une menace d'irréductible affrontement des civilisations.

**« Ce n'est pas une armée étrangère qui nous a attaqués. Ce sont nos enfants, les rejetons de notre société »**

Les autorités françaises ont longtemps fait une fixation monomaniaque sur les départs de jeunes en Syrie comme si cette seule question épuisait le problème. Et on a essayé d'imaginer des réglementations plus ou moins complexes et liberticides en vue de les empêcher de s'y rendre ou d'en revenir. Mais à aucun moment jusqu'à l'été 2015, il n'a été évoqué la mesure la plus évidente pour tenter d'endiguer le phénomène : enjoindre à nos alliés turcs de l'Otan de surveiller leurs frontières – comme ils le font très bien en ce qui concerne les Kurdes, les Iraniens ou les Arméniens – et de refouler ou d'expulser les candidats au djihad qui passent par leurs postes-frontières pour rejoindre la Syrie et l'Irak.

Jusqu'au 13 novembre, les principales attaques que nous avons connues en relation avec la violence salafiste n'étaient pas le fait de militants actifs des mouvements djihadistes formés sur le terrain spécifiquement pour nous attaquer. Elles étaient le fait de gens qui, justement, n'ont pas pu, pas su ou pas voulu se rendre sur le terrain et n'avaient aucune formation, au point de se tirer dans le pied comme Sid Ahmed Ghlam ou de mal engager son chargeur comme l'atta-



quant du Thalys. Comme le note avec justesse le juge Marc Trévidic : « Tous ces jeunes soi-disant terroristes qui sont passés dans mon bureau seraient de toute façon passés à la violence, djihadisme ou pas. »

Nous avons en effet affaire à des individus largement désocialisés qui passent à l'action violente parce qu'ils confondent le respect qu'ils réclament avec la peur qu'ils inspirent ou qui cherchent à donner une rationalité à leur pulsion de mort en puisant dans leurs références culturelles personnelles liées aux flamboyances du djihadisme tout comme Anders Breivik les cherchait dans son fonds culturel nazi ou Timothy McVeigh dans celui du Ku Klux Klan. Même si elle s'inscrit dans la toile de fond d'un problème plus général de violence, leur action relève manifestement du dérapage individuel et non de la mise en œuvre déterminée d'une stratégie collective et globale de combat. Pour autant, il serait inapproprié et contre-productif de « psychiatriser » ces dérapages en exonérant ainsi nos sociétés de leurs propres responsabilités éducatives, culturelles et sociales. À de très rares exceptions près, ces déviants vers la violence ne sont pas fous. Ils sont mal élevés.

Mais, à force de ne pas avoir eu la volonté politique de s'attaquer aux racines de ces déviances, nous nous retrouvons collectivement confrontés à leur instrumentalisation par une mouvance authentiquement violente et terroriste. Depuis longtemps déjà, de nombreux observateurs mettent en garde à juste titre contre une transition vers le terrorisme international du groupe État islamique si celui-ci perd pied militairement sur le terrain. Il y a tout lieu de redouter le retour vers leur pays d'origine des volontaires étrangers haineux et frustrés comme l'avait démontré il y a vingt ans le retour de ce que l'on appelait alors les « Afghans arabes ».

L'Occident ne se protégera pas du risque en se mettant la tête dans le sable et en conservant une prudente neutralité. Afin de ne pas reproduire les conséquences catastrophiques de la « guerre globale contre la terreur », l'Europe a tout intérêt à développer une stratégie sur trois niveaux.

En premier lieu, et malgré des gesticulations martiales de circonstance, il est fondamental que l'Europe ne se considère pas en guerre sur son propre sol. La chevauchée sauvage de neuf psychopathes dans les rues de Paris le 13 novembre dernier n'est pas un acte de guerre. C'est

un acte criminel. Il y en aura sans doute d'autres, qui doivent être traités comme tels avec toutes les ressources du renseignement intérieur, des techniques policières, du suivi judiciaire mais aussi éducatif, culturel et social. Car ce n'est pas une armée étrangère qui nous a attaqués. Ce sont nos enfants, les rejetons de notre société qui ont frappé Paris du 7 au 9 janvier et le 13 novembre 2015. Toutes les mesures de prévention et de répression gagneront sans doute à être harmonisées et mutualisées au niveau européen mais nous aurions tout à perdre à transformer ces mesures en système liberticide d'exception ou d'état de guerre. Ce serait faire exactement le jeu de la subversion salafiste.

Au-delà de l'horreur, les attentats du 13 novembre, comme ceux du mois de janvier 2015, nous rappellent nos contradictions et nos incohérences. En créant l'« espace Schengen », les Européens ont voulu se doter d'un espace juridique unique censé faciliter la libre circulation des personnes sans pour autant accepter de se doter de règles juridiques communes. Chaque État membre reste crispé sur sa propre conception des libertés publiques, du droit pénal, des instruments de procédure criminelle, des mesures de sûreté et de prévention. Dans un tel contexte collectif mais non collectivisé, il va de soi que le niveau de sécurité de l'ensemble s'aligne mécaniquement sur le niveau du plus faible ou du moins motivé.

Et, outre ces problèmes de mutualisation des procédures, se pose le problème de la volonté politique de les mettre en œuvre. Les « terroristes » de janvier et novembre en France avaient tous sans exception, comme Mohammed Merah avant eux, un passé criminel chargé, cumulant pour la plupart de nombreuses condamnations pour des crimes et délits divers allant du vol avec violence à l'homicide. Pour autant, très peu d'entre eux sont passés par la case prison et pour des séjours assez courts. Ceci peut s'expliquer par l'effet d'une politique pénale qui mise plus sur la réinsertion que sur la prison. Mais le problème est qu'aucun d'entre eux n'a fait l'objet de mesures de sûreté élémentaires (contrôle judiciaire, assignation à résidence, interdiction de séjour dans certains lieux, bracelet électronique, suspension de passeport, etc.) ni, surtout, n'a fait l'objet d'un traitement post-judiciaire de surveillance, de suivi, de soutien psychologique, ou de réinsertion.

Dès le lendemain des attentats du 13 novembre, les services de sécurité intérieure ont profité de l'état d'urgence pour mener avec succès des centaines d'opérations fructueuses de perquisition, d'arrestation et de saisie d'armes. Ils n'ont pas découvert ces points sensibles en vingt-quatre heures. Ils les connaissaient depuis des mois, parfois des années. Il leur manquait cependant le cadre juridique et surtout un consensus politique les autorisant à intervenir. Consensus qui avait fait jusque-là défaut au nom d'un certain irénisme « bobo » et d'une volonté angélique de ne « stigmatiser » personne.

### **Une coopération est indispensable avec les gouvernements légaux des pays musulmans, même les peu fréquentables**

En revanche, il est clair que nous sommes en guerre sur le terrain, au Moyen-Orient, en Afrique, au Sahel, contre des milices qui servent de base arrière et de centre de formation aux criminels terroristes. Il est donc du devoir et de l'intérêt de l'Europe d'engager collectivement ses forces armées – et pas seulement celles d'un ou deux de ses États membres – et ses services de renseignement extérieur contre les armées salafistes. Et il est indispensable de développer, en liaison avec les gouvernements légaux des pays musulmans qui – il faut le répéter sans cesse – sont les premières victimes du terrorisme djihadiste, une véritable coopération politique, militaire, sécuritaire, judiciaire et policière destinée à déceler le plus en amont possible et prévenir les dévastations de la propagande salafiste sur les citoyens les plus fragiles. Certains de ces gouvernements sont peu fréquentables, voire carrément exécrationnels. C'est vrai. Mais il y a des priorités. On fera le tri après, et de préférence dans le cadre institutionnel des Nations unies. La grandeur des politiques est de faire des choix difficiles. Pour les choix faciles, les peuples n'ont besoin de personne.

Enfin l'Europe doit prendre conscience qu'en s'attaquant aux criminels qui frappent sur son sol et aux bandes armées djihadistes qui dévastent des zones entières du monde musulman, nous ne faisons que nous attaquer aux effets du salafisme politique et non à ses causes. Et ces causes sont parfaitement connues même si, au nom du « pas d'amalgame », la nouvelle

bien-pensance veut imposer l'idée qu'il ne faut pas confondre la régression salafiste avec le djihadisme sous prétexte qu'il y a des salafistes quiétistes. C'est exact. Il y a aussi des nazis qui n'ont jamais tué personne et étaient sincèrement horrifiés par les camps d'extermination. Il n'empêche que le salafisme est l'héritage pervers et mortifère du jurisconsulte déviant Ibn Taymiyya, condamné au XIV<sup>e</sup> siècle par les plus hautes autorités de l'islam. Qu'il soit le fait des monarchies wahhabites ou de la confrérie des Frères musulmans, des revanchards déobandis ou des trafiquants d'Aqmi, le salafisme est la matrice sectaire et la vision du monde fantasmée qui conduisent irrémédiablement à l'exclusion et à la violence.

L'Occident en général et l'Europe en particulier ne peuvent donc s'obstiner à ignorer l'existence des instigateurs et des soutiens politiques, idéologiques et financiers qui alimentent et utilisent maladroitement depuis trente ans la violence salafiste pour tenter de préserver leur légitimité chancelante face à la concurrence de l'Iran islamique et aux évolutions démocratiques. Il est de notre intérêt de nous opposer politiquement et diplomatiquement avec vigueur à ces soutiens. Après de longues années d'errements, l'Égypte a donné l'exemple à l'été 2013 en criminalisant le djihadisme et la confrérie des Frères musulmans dont sont issus 90 % des idéologues et des militants de la violence. Nous ferions bien de nous en inspirer au lieu de nous obstiner à voir dans ce groupe subversif, populiste et totalitaire des sortes de chrétiens-démocrates à la sauce musulmane.

D'autant que si l'Occident a su se montrer intransigeant à l'égard des dictateurs arabes au point d'exiger leur tête au bout d'une pique, il sait se montrer d'une remarquable souplesse à l'égard de certains pétromonarques de la péninsule Arabique qui règnent aux antipodes de la démocratie, de la liberté et du respect des droits de l'homme les plus élémentaires. L'Europe devra faire face au risque terroriste sur son sol avec d'autant plus d'intensité que ce terrorisme disposera de bases arrière, de soutiens politiques, financiers et d'une matrice idéologique. Il faut en tirer les conséquences car la menace sera permanente aussi longtemps que la matrice qui l'engendre existera.